



# Refusons une Poste privatisée !

Depuis des années, l'Etat et les gouvernements successifs n'ont eu de cesse d'accélérer la privatisation rampante de la Poste. La recherche de la rentabilité à tout prix s'est traduite par la fermeture de milliers de bureaux de poste, la réduction des effectifs et l'allongement des queues devant les guichets, la précarisation croissante des personnels. Près de la moitié des salariés de la Poste n'a déjà plus le statut de fonctionnaire. Le gouvernement veut maintenant frapper un grand coup : après l'ouverture à la concurrence, la Poste devrait désormais changer de statut. C'est le préalable à l'ouverture du capital et à une privatisation pure et simple.

**Salariés-usagers, tous ensemble pour faire reculer le gouvernement ! Une première journée de grève aura lieu le mardi 23 septembre.**

## BOUGEZ AVEC LA POSTE !



### **La logique du privé est incompatible avec l'intérêt du plus grand nombre**

La Poste qui cherche à dégager des profits pour être mieux privatisable a hélas déjà oublié les contraintes du service public. Mais, après l'ouverture du capital, ce sera bien pire. Quel investisseur privé acceptera de participer financièrement au maintien de bureaux de poste dans les zones rurales ou dans les quartiers populaires ? La Poste devra en priorité répondre à un objectif : donner des dividendes aux actionnaires.

Pour cela, les recettes sont connues: annoncer des bénéfices toujours plus importants, annoncer des suppressions d'emplois toujours plus massives, filialiser, sous-traiter, employer du personnel toujours plus précaire, toujours plus flexible, fermer plus de bureaux, ceux jugés non rentables, avoir une démarche enco-

re plus commerciale au mépris des besoins des usagers, privilégier encore plus les grandes entreprises au détriment des particuliers pour qui les tarifs vont monter au nom du coût réel.

### **La logique du profit est incompatible avec une mission de service public,**

qui consiste à rendre le même service quel que soit l'endroit où l'on habite ; et le faire quelque soient les revenus des habitants, en permettant à tout à chacun non seulement de recevoir du courrier mais également les minima sociaux, d'ouvrir un compte bancaire ou un compte d'épargne, ce que les banques refusent généralement de faire lorsque les revenus sont trop bas.

Ce sont ces missions, utiles à la population, qui seront sacrifiées au profit de contrats plus juteux avec les entre-

prises, en pressurant un peu plus au passage les salariés de la Poste.

A l'échelle européenne, les Postes qui ont ouvert leur capital ont supprimé plus de 200.000 emplois. Les pertes de statut, de droit à la retraite, ont accompagné la " libéralisation ".

Au Danemark et en Suède, les postes ont prévu de fusionner. Ce sont deux sociétés dont la danoise est détenue par un fond anglais. Post Danmark avait déjà fusionné il y a 2 ans avec la poste belge avec comme conséquences la suppression de 477 bureaux, la suppression de 20% des emplois.

En Suède, le courrier est déposé dans des relais, **la distribution au domicile est devenue un service payant.**

## Dans l'Hérault

Depuis le vote de la loi Quiles en 1991, la direction de la Poste et les gouvernements successifs ont géré celle-ci comme une entreprise de droit privé et l'ont adaptée aux différentes directives européennes de libéralisation du marché.

### Ainsi dans l'Hérault :

En 2004, il y avait :

- 170 bureaux de plein exercice (c'est à dire assurant toutes les activités et prestations)
- 36 guichets annexes (dépendant d'un bureau de plein exercice),
- 40 agences postales et 16 agences postales communales ou point poste chez un commerçant.

En 2007, il y a

- 95 bureaux de plein exercice,
- 105 guichets annexes,
- 57 agences postales communales (c'est à dire essentiellement à la charge des communes) et 6 points poste chez des commerçants.

Fin 2008, suite aux réorganisations en cours, il ne doit plus rester que 79 bureaux de plein exercice, 119 guichets annexes dont un certain nombre doivent se transformer en agence postale communale, 59 agences postales communales est le chiffre minimum.

### Premier bilan :

Des suppressions importantes d'emplois et une offre moindre aux usagers.

Chaque réorganisation supprime des emplois comme celui du chef d'établissement et des emplois de guichet en "mutualisant" certaines activités comme la comptabilité par exemple. Chaque réorganisation s'accompagne de réduction des heures d'ouverture. Le passage en "agence postale communale limite les activités et se fait principalement à la charge des communes (la Poste verse 800 euros par mois à la commune pendant 9 ans).

**Rejoignez le NPA**

# Faisons converger les luttes des salariés

**Une première journée de grève aura lieu le mardi 23 septembre.**

Toutes les organisations syndicales doivent y appeler dans l'unité, tous les partis de gauche devraient la soutenir et aider à sa réussite, pour donner sans attendre un avertissement au gouvernement.

La réussite du 23 doit être avant tout un encouragement pour aller vers une action prolongée.

Dans l'éducation, la santé, les transports, l'énergie, de nombreux salariés ressentent aujourd'hui le besoin de faire converger leurs luttes.

On trouve partout les mêmes problèmes :

dégradation du service rendu au public faute de moyens, sélection des activités les plus rentables, privatisation partielle ou totale...

Une grève reconductible, voire explosive, imprévisible, c'est cela qui pourrait faire trembler le gouvernement !

**Elargissons la mobilisation à l'ensemble de la population. Un référendum !**

Plusieurs organisations syndicales et politiques proposent aujourd'hui de - faire campagne pour un référendum sur la privatisation. Cette exigence est légitime : ce n'est pas au gouvernement de décider mais à la population de le faire. C'est elle qui est directement concernée.

L'exigence d'un référendum doit être l'occasion de nous mobiliser dans l'unité, salariés et usagers, pour mettre un coup d'arrêt à la privatisation, exiger des services publics de qualité, avec un personnel suffisant, correctement payé.



**Réunion Publique mercredi 24 septembre  
20h au 14 rue du commerce Mtp avec Raoul  
Marc jennar, Sandrine Bardet, Francis Viguié**



Le Nouveau Parti Anticapitaliste est un parti en construction animé par des militant-e-s venus d'horizons divers, s'étant retrouvé dans l'appel pour un nouveau parti lancé à l'origine par la LCR et Olivier Besancenot.

Contactez-nous : NPA 14 rue du commerce 34000 Montpellier / npa34@orange.fr